

Accord collectif national

**SCIERIES AGRICOLES ET EXPLOITATIONS FORESTIÈRES
(création d'une commission paritaire nationale de l'emploi)**

(5 mars 2002)

(Etendu par arrêté du 11 octobre 2002,
Journal officiel du 29 octobre 2002)

AVENANT N° 1 DU 27 AVRIL 2005 (1)

NOR : AGRS0597191M

Entre :

La fédération nationale du bois,

D'une part, et

La fédération générale de l'agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et allumettes, des services annexes (FGTA) FO ;

Le syndicat national des cadres d'exploitations agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il est convenu et arrêté les dispositions suivantes :

Le présent accord s'applique aux organisations patronales et syndicales
signataires, et représentatives au niveau national des activités suivantes :

Il concerne donc les entreprises agricoles visées à l'article L. 722-3 du
code rural :

- exploitations forestières (réf. NAPE-NAF : 0220/020 B) ;
- scieries agricoles (réf. NAPE-NAF : 4801/201 A).

Article 1^{er}

Le 6^e tiret de l'article 3 du chapitre I^{er} « Compétences de la commission
paritaire nationale de l'emploi » est ainsi modifié :

- « - de suivre l'application des accords conclus à l'issue de la négociation
triennale de branche sur les objectifs, les priorités et les moyens de la
formation professionnelle ».

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 2

Il est créé un 8^e tiret à l'article 3 du chapitre I^{er} « Compétences de la commission paritaire nationale de l'emploi » ainsi rédigé :

- « – de décider un transfert des fonds affectés à un ou plusieurs droits ou actions de formation (ayant fait l'objet d'une mutualisation) au bénéfice d'un ou plusieurs autres droits ou actions de formation (faisant l'objet d'une mutualisation), en application des dispositions de l'accord national du 25 juin 2004 sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans les exploitations forestières et les scieries agricoles ».

Article 3

Il est créé un 4^e tiret à l'article 4 du chapitre I^{er} « Compétences de la commission paritaire nationale de l'emploi » ainsi rédigé :

- « – préalablement à la création et à la mise en œuvre d'un certificat de qualification professionnelle dans les secteurs d'activités concernés par le présent accord ».

Article 4

Le 3^e tiret de l'article 5 du chapitre I^{er} « Compétences de la commission paritaire nationale de l'emploi » est ainsi modifié :

- « – de l'évolution des qualifications professionnelles ou des préparations aux diplômes de l'enseignement technologique qui leur paraissent devoir être développées dans le cadre du contrat de professionnalisation ».

Article 5

Les parties signataires conviennent d'effectuer le dépôt du présent accord auprès des services compétents du ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.

Article 6

Toute organisation syndicale représentative au niveau national, toute organisation, association ou groupement professionnel d'employeurs pourra adhérer au présent accord.

Article 7

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 27 avril 2005.

(Suivent les signatures.)